

Nucléaire : n'en jetez plus !

Non, Monsieur le Président de la République, je ne veux pas que mes impôts servent à recapitaliser AREVA !

Vous avez validé un projet annoncé le 22 mai 2015 par le nouveau Pdg d'EDF Jean-Bernard Lévy, en acceptant le 3 juin dernier que l'Etat recapitalise, pour un montant actuellement estimé à 7 milliards d'euros, la partie d'AREVA qu'EDF ne veut pas racheter car elle sera déficitaire faute de clients internationaux : extraction et enrichissement de l'uranium, « recyclage » des combustibles usés et traitement des déchets radioactifs.

Je m'oppose catégoriquement à ce que mes impôts soient « cannibalisés » par la filière nucléaire, une filière sans aucun avenir qui a prouvé, avec les anomalies et les coûteux retards des chantiers de l'EPR à Flamanville (Manche) et à Olkiluoto (Finlande), qu'elle est désormais techniquement incapable de construire une usine atomique pour faire bouillir de l'eau. Je m'oppose catégoriquement à la poursuite du chantier français de l'EPR, qui avec un taux de 0,32 % de carbone dans le couvercle et le fond de sa cuve (alors que la valeur limite est de 0,22 % et la valeur cible de 0,18 %) ne tiendra jamais la durée prévue de fonctionnement de 60 ans sans accident. La cuve est un cylindre de 13 mètres de hauteur, 5 m de diamètre et 425 tonnes que l'on ne peut remplacer sans détruire une partie du bâtiment construit autour. Il est plus que temps de jeter l'éponge, plutôt que de continuer à jeter l'argent par les fenêtres !

Concernant l'arrêt de la centrale de Fessenheim, je vous demande de tenir votre promesse électorale, faite en direct devant des millions de Français lors de votre débat télévisé face à Nicolas Sarkozy et mentionnée dans la lettre que vous avez signée le 2 mai 2015. La plus ancienne de nos centrales doit être stoppée dans délai car elle est âgée de 37 ans et se situe en zone inondable ET sismique. Depuis le début de l'examen de la loi de transition énergétique, elle a déjà subi pas moins de quatre arrêts d'urgence (5 octobre et 13 décembre 2014, 28 février et 4 juin 2015) dont l'un a nécessité l'intervention de la Force d'Action Rapide en raison de l'emballement à 5 200 tours/minute de turbopompes capables de vider une piscine olympique en une heure, qui a entraîné la rupture de soupapes basse pression et d'une ligne d'admission. Lors des deux arrêts d'urgence des 13 décembre 2014 et 28 février 2015, EDF a menti à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en minimisant la gravité de la situation. C'est inadmissible et le nouveau Pdg devrait être sanctionné. Au lieu de cela, vous avez accédé à sa demande d'augmenter le prix de l'électricité de 2,5 % par an pendant les trois prochaines années !

Je suis en total désaccord avec ces décisions. Je vous demande d'agir au service de l'intérêt général de la France, au lieu de vous plier aux diktats de l'incompétence et du manque de discernement. Je vous demande de réorienter vers les énergies renouvelables (recherche et développement, déploiement d'un parc éolien et solaire digne de ce nom) les 7 milliards d'euros que vous aviez l'intention d'injecter dans le capital d'AREVA.

Et, afin de garantir notre pays contre l'accident nucléaire, je demande à votre Gouvernement d'inscrire, dans la future loi de transition énergétique actuellement en cours de rédaction, l'arrêt immédiat de tous les réacteurs de plus de 30 ans.

Date :

Signature :